

#### **IV. Seconde Guerre mondiale / Tweede Wereldoorlog**

---

CÉLINE PRÉAUX  
«La Gestapo devant ses juges en Belgique»  
Bruxelles, Éditions Racine, 2007, 210 p.

Après s'être penché avec respect, sinon avec application, au long d'une génération sur 'les héros et les martyrs' de la Seconde Guerre mondiale, l'historiographie belge se tourna progressivement, à l'instar de sa grande sœur française mais avec un certain décalage et pas mal de nuances entre le nord et le sud du pays, vers les 'perdants' (de la collaboration) puis vers les 'victimes' du conflit. Elle se complut pendant quelques décennies dans la compagnie des premiers, surtout en Flandre, non sans quelque délectation morose, et non

sans le désir d'égratigner les notables et les tenants d'un certain *establishment* belge. Faut-il le dire ? Au bout du compte, pour ce qui est de l'étude de ces 'perdants' de l'Histoire, la production scientifique des chercheurs flamands l'a toujours très nettement emporté sur celle de leurs collègues francophones. Initiés par la *KUL*, activés par la dynamique section d'histoire contemporaine de l'université de Gand, les travaux, souvent de qualité, sur la collaboration politique, sociale, culturelle, administrative, économique, sans oublier celle de tous les groupes et sous-groupes qui s'étaient peu ou prou placés dans la mouvance du nationalisme-flamand de 1939 à 1945, se sont multipliés depuis une bonne quinzaine d'années. Si l'historiographie francophone n'était pas totalement muette à ce niveau (on songe aux travaux précurseurs d'un Jean Stengers et d'un Jacques Willequet, mais aussi à ceux de Francis Balace, Martin Conway, Eddy De Bruyne, Michel Simon, ...), elle s'était faite incontestablement plus discrète, se focalisant plutôt sur la personnalité de Léon Degrelle que sur le rexisme et ses affidés. Quant aux 'victimes', hormis celles appartenant à la communauté juive et qui ont fait l'objet d'une attention particulière allant peu à peu crescendo, elles ont bénéficié dans l'espace francophone, à la fin du siècle dernier, d'un effet de mode compassionnelle, très post-moderne. Après et avec les victimes du judéocide, on se mit à étudier le sort des Tsiganes, des handicapés mentaux, des Témoins de Jéhovah, des homosexuels, des Noirs, ... confrontés pour leur malheur au nazisme.

Un clou chassant l'autre, même en historiographie, il semble que les feux des projecteurs se braquent désormais, sur les

‘bourreaux’. Pourquoi pas ? À condition que cette recherche soit menée *sine ira et studio*, sans psychologisme de café de commerce et avec un degré d’empathie justement calibré envers ce ‘nouveau’ sujet d’études, afin d’éviter que le regard posé prioritairement (exclusivement ?) sur les maîtres-tortionnaires ou les ‘petites mains’ de la dictature ne fausse la perspective au détriment des victimes.

Quoi qu’il en soit, cette ‘nouvelle donne’ conceptuelle, venue d’outre-Atlantique, avec les écrits d’un Raoul Hilberg, d’un Christopher Browning, voire d’un Daniel Jonah Goldhagen, a connu récemment sur les bords de la Seine une résonance profonde avec *Les Bienveillantes*, roman à succès d’un certain Jonathan Littell.

Encore une fois, le petit monde des historiens francophones avait tardé, en Belgique, à s’orienter dans cette voie alors que plusieurs chercheurs néerlandophones, de Bruno De Wever à Gie Van den Berghe s’y étaient déjà dirigés depuis quelque temps, soit dans des publications scientifiques, soit dans des réflexions livrées à la presse quotidienne.

Pourtant, depuis un an environ, un frémissement se fait peut-être sentir à ce niveau au sud de la frontière linguistique. Coup sur coup, trois contributions bien différentes quant à l’angle d’approche se sont attaquées à cette thématique. Disons-le d’emblée : il ne s’agit encore que d’une esquisse de ce qui pourrait être réalisé à ce niveau, et le chantier reste largement ouvert.

Il convient sans doute d’attirer d’abord l’attention du lecteur sur une récente

publication de la fondation Auschwitz (*Témoigner. Entre Histoire et Mémoire*, n° 100 de juillet-septembre 2008). Tout entier consacré aux “Questions de bourreaux”, ce numéro de la revue, fruit d’un travail collectif, ne s’intéresse que très périphériquement à la Belgique. On ne peut guère épingleur sur ce plan que l’étude comparative réalisée par Tine Jorissen sur l’*Auffanglager* de Breendonk et le *Durchganglager* d’Amersfoort, aux Pays-Bas.

L’ouvrage de Flore Plisnier, *Ils ont pris les armes pour Hitler*, lui, se propose de s’attacher à l’analyse de la frange la plus radicale du collaborationnisme, celle qui s’est engagée dans les formations armées par l’occupant, qu’il s’agisse des milices politiques ou des polices auxiliaires. Vaste programme et recherche honnêtement conduite mais qui ne peut prétendre à l’exhaustivité et qui laissera au lecteur, le livre refermé, un goût de ‘trop peu’.

Enfin, la contribution de Céline Préaux : *La Gestapo devant ses juges en Belgique*. Le titre est passablement trompeur. Au vrai, cette recherche se limite d’une part au seul cas des actions menées par les forces répressives de l’occupant dans la région de Dinant-Philippeville et d’autre part à l’examen du cadre juridique et psychologique dans lequel s’exerça, après la Libération, la sanction desdites actions par les autorités belges.

Convenablement charpenté sur le plan de l’heuristique, surtout pour la période de l’après-guerre, cet ouvrage ne bouleverse pas vraiment ce qu’on savait déjà sur les faits et gestes des services militaro-policiers du *Reich* présents sur le terrain et fort

occupés, avec les auxiliaires autochtones, à essayer de maintenir un ordre s'effilochant à partir de l'été 1943. Les opérations 'coups de poing' exécutées ponctuellement contre les différents maquis et à des intervalles de plus en plus rapprochés au fil de 1944 sont convenablement décrites, comme est correctement dépeint l' 'environnement' juridique qui présida à la sanction de ces actes. Le climat passionnel dans lequel se déroula le procès des 'gestapistes' belges, entre le 9 et le 16 avril 1946, est également bien mis en relief. Tous les accusés (19 au total, dont 2 femmes), copieusement hués par le public... et passablement malmenés par le président, furent reconnus coupables des crimes reprochés, et la majorité d'entre eux finit devant le peloton d'exécution. Si la contextualisation des faits analysés est valable, elle présente toutefois l'un ou l'autre point faible. Au-delà de la justice rendue – et dans des conditions plutôt aléatoires ! –, ce procès d'épuration remplissait aussi pour bon nombre de Dinantais, une fonction de *catharsis*, de libération des peurs et des tensions de l'Occupation. L'auteure aurait pu le souligner davantage. Et lorsqu'elle présente le cadre historique général dans lequel va s'exercer la répression nazie, certaines des formules qu'elle utilise ne peuvent manquer d'interloquer, pour peu que l'on connaisse un tant soit peu la nature et le cheminement du régime hitlérien. On déplorera ainsi (p.29) quelques morceaux de bravoure qui relèvent de contre-vérités connues depuis belle lurette, comme : "(Hitler) redonne sa force à l'Allemagne, refuse de payer les réparations de guerre (*sic*), répudie le traité de Versailles, supprime la corruption (*re-sic*), réduit à néant les grands financiers juifs (hum !), donne du travail et du pain

(...)" De même, lorsqu'elle avance (p.47) un chiffre pour les pertes allemandes dues à la résistance locale lors d'une opération de contre-guérilla menée le 27 août 1944 (187 soldats de la *Wehrmacht* tués), il est permis de douter... d'autant plus qu'elle contredit elle-même ce chiffre dans un décompte total établi auparavant. Menues erreurs. On regrettera davantage, sans doute, le caractère élémentaire de la sociographie esquissée pour cerner le milieu d'où provenaient les membres autochtones de la *Sipo-SD*. Mais, comme nous l'avons dit, le chantier n'en est qu'à ses débuts et des recherches ultérieures permettront de développer ce champ d'études.

*Alain Colignon*